

carrément opposés à des versements qui subventionnent la pauvreté et les bas salaires et qui amoindrissent chez l'individu l'ambition d'améliorer soi-même les conditions d'existence.

J'ignore ce qui a poussé M. Buckley à dire des choses pareilles. C'est un chef ouvrier responsable et expérimenté.

M. HOMUTH: Il avait raison.

M. ROSE: Ses idées vous conviennent sans doute.

M. GRANT: Ce doit être un tory.

M. ROSE: Non pas. Je crois plutôt que M. Buckley ne s'était pas arrêté à considérer sérieusement la question lorsqu'il s'est exprimé de la sorte.

M. HOMUTH: Il a combattu pour les travailleurs plus longtemps qu'aucun chef ouvrier de cette Chambre.

M. ROSE: J'ose dire que tout chef ouvrier d'expérience sait que le mouvement syndical verra à la question des salaires. Jamais nous n'avons eu de plus sûre garantie de salaires et de conditions de travail raisonnables qu'un puissant mouvement syndical.

M. HOMUTH: A-t-il réalisé ces conditions dans la province de Québec?

M. l'ORATEUR: A l'ordre!

M. ROSE: Notre mouvement syndical a fait plus pour les ouvriers du Québec que tous ces groupes de beaux parleurs. J'ai déjà eu l'occasion de le dire en cette Chambre. Cependant, le passage que je déplore le plus dans les paroles de M. Buckley est le suivant:

Cette mesure m'apparaît comme un moyen de faire subventionner une province par les autres, de déduire des enveloppes de paye en Ontario et dans le reste du pays ce qui est nécessaire au maintien des bas salaires dans le Québec.

De tels propos venant de certains honorables députés à ma droite ne me surprendraient pas, mais ils me choquent dans la bouche d'un dirigeant du mouvement ouvrier, puisque ce mouvement m'est toujours apparu comme l'un de nos plus puissants instruments d'unité nationale. J'ai connu des cas où des ouvriers sont venus à la rescousse de leurs compagnons d'une autre province quand ceux-ci luttaient pour améliorer leur sort. Le Congrès des métiers et du travail du Canada et le Congrès canadien du travail ont pris pour point de vue que les salaires dans le Québec devaient égaler les salaires payés ailleurs au pays. J'ai donc été atterré de constater qu'un chef travailliste allègue que cette mesure a pour but de subventionner Québec aux dépens du reste du pays. D'après un article du même numéro de l'*Ottawa Journal*, un autre chef travailliste, M. C. H. Millar, a fait une déclaration analogue en disant:

Que les allocations serviraient dans les circonstances actuelles de subventions indirectes aux patrons dans l'industrie textile et dans d'autres qui paient de petits salaires.

Les ouvriers feront bon accueil aux allocations familiales. Ils renforceront leurs rangs dans leurs mouvements syndicaux. Ils feront bon accueil à toutes les mesures progressives de sécurité sociale. Les ouvriers syndiqués obtiendront l'établissement d'échelles de salaires minimums qui dépasseront ceux que l'on paie actuellement. J'ai bien confiance que ces changements auront lieu. Mais je crois encore davantage que la déclaration faite hier dans cette Chambre par le premier ministre (M. Mackenzie King) inspirera plus de confiance encore aux travailleurs. J'ai été enchanté d'entendre ce discours courageux, discours qui, à mon sens, est en harmonie avec les temps modernes. Il serait absurde de prétendre que c'est là une mesure politique ou que quelqu'un veut s'en servir en politique. Il s'agit d'une transformation qui s'est opérée dans l'univers. L'univers progresse et, comme je l'ai déjà dit, ceux qui ne veulent progresser avec lui resteront parmi les arriérés. Ce progrès se manifeste tout autour de nous et nous, Canadiens, devons nous rendre compte que nous ne sommes pas entourés d'une muraille de Chine. Nous aussi subissons l'influence des changements qui surviennent dans le monde et, de quelque côté de la Chambre que nous viennent des mesures de réforme, nous devons leur faire bon accueil, quel que soit le parti qui les présente. Personne n'a le monopole des réformes. Si d'autres que nous veulent en introduire, nous leur ferons bon accueil parce que le peuple leur fera bon accueil.

Je n'ai pas été surpris d'entendre quelques honorables députés combattre la mesure en agitant la menace bureaucratique qui plane sur le Canada. De fait je l'ai moi-même mentionné dans mon discours sur la reconstruction. J'y ai déclaré que certains s'opposeraient aux mesures de réforme sous prétexte qu'elles seront appliquées par des bureaucrates. Je l'ai prédit il y a quelques semaines. Hier ma déclaration a été confirmée. Durant cette guerre certaines mesures s'imposaient pour la poursuite de la guerre. Je dirai que si, à l'avenir, certaines directives s'imposent dans l'intérêt du peuple, le peuple les acceptera. C'est la seule manière d'envisager le problème. Ce que le peuple désire, ce sont des mesures de réforme. Si ces mesures amènent un prélèvement d'impôt un peu plus élevé, il les acceptera, si elles sont aussi cause d'une plus grande sécurité sociale. Passe encore pour certaines mesures de rationnement, si elles s'imposent. C'est la façon dont il faut envisager le problème. L'ère de la flibusterie, comme l'appelle le vice-président Wallace, est révolue. L'intervention de l'Etat est nécessaire pour